

Revue de presse

Analyses Economiques

Nos rubriques

- Air France
- Compagnies aériennes
 - Low Cost
- Transport aérien et aéroports
 - Aéronautique
 - Energie
 - Tourisme
 - Croissance
 - Conjoncture
 - Politique Economique
- Etat et secteur public
- Entreprises
- Politique sociale
 - Social
 - Syndicats
- Economies Internationales
- Union Européenne



AIR FRANCE

Les Echos 11/06 «Aérien-KLM estime que la consolidation n'est pas terminée en Europe»

S'exprimant en marge d'un sommet du secteur aérien organisé en Chine dans un contexte de rumeurs de fusion aux Etats-Unis, Peter Hartman, le directeur général de la compagnie néerlandaise KLM, qui fait partie de l'entité Air France-KLM, a déclaré que la concentration dans le secteur aérien européen n'est pas encore terminée.

Air Journal 11/06 «Air France-Regional: vers une grève fin juin» (Article signé François Duclos)

L'intersyndicale de Regional appelle l'ensemble du personnel, navigant ou au sol, à "cesser complètement le travail avant la fin du mois de juin" si la direction de la compagnie nationale ne leur fournit pas "des explications claires sur les modalités de fonctionnement du Pôle Régional Air France". CGT-Régional, Flight Union Cockpit, UNAC, SNP-Régional et SNPNC avaient déjà exprimé leur inquiétude au début du mois sur les modalités du plan Transform 2015, craignant que la maison-mère n'abandonne sa filiale sur le secteur du "low cost" en lui rendant une indépendance partielle. Ils exigent donc des assurances sur le maintien du nouveau pôle (qui regroupera Regional, Brit Air et Airlinair) dans le groupe Air France-KLM, et la mise en place d'une "gestion de l'emploi et d'un traitement social" unique pour tout le groupe.

Les Echos 12/06 «Air France-KLM va tester l'accès à Internet en vol à partir de 2013»

(Article signé Philippe Bertrand)

Dans le cadre de sa stratégie d'amélioration des services offerts à ses clients, le groupe Air France-KLM va relancer la connectivité à bord de ses avions, après un premier essai, non transformé, en 2007. La grande majorité des titulaires de la carte Flying Blue devront toutefois attendre fin 2013. En effet, Air France-KLM a annoncé hier qu'un nouveau test sera mené sur deux Boeing 777-300. L'expérimentation, menée en partenariat avec Panasonic Avionics, durera neuf mois environ, selon une porte-parole du groupe. Si les passagers plébiscitent le système, il sera ensuite généralisé, mais il faudra plusieurs années pour équiper les quelque 500 appareils de la flotte. Selon Panasonic, le prix catalogue de l'équipement est de 1 million de dollars par avion. A terme, le service sera étendu "à la transmission en direct d'émissions de télévision", ajoute le communiqué publié hier. Air France-KLM offrira également un site dédié qui permettra d'accéder à des services d'actualité, des chaînes de télévision, des guides ainsi que des magazines numériques.

La Tribune 12/06 «Des pilotes d'Air France appelés à travailler en Chine pour résorber le sureffectif»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

Dans un texte commun diffusé à tous les pilotes français, le SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne) et l'APNA (Association des professionnels navigants de l'aviation) lancent un appel au volontariat pour aller travailler pendant deux ou trois ans dans une compagnie chinoise, avec qui des négociations sont bien avancées. Dans un tract commun diffusé ce lundi aux pilotes et que "La Tribune" s'est procuré, il est indiqué que "l'APNA est actuellement en négociation bien avancée avec une compagnie aérienne chinoise privée, basée à Shanghai qui recherche des commandants de bord A320". Toutefois, le calendrier apparaît serré.

Les Echos 12/06 «Faute de passagers, Air France retire son A380 Paris-Montréal»

Faute de remplissage suffisant, la compagnie Air France, en difficulté, a décidé de retirer à la fin de l'été l'Airbus A380 qui assure la liaison Paris-Montréal depuis le printemps 2011, a-t-elle annoncé. "La politique du groupe Air France-KLM est d'assurer l'allocation optimale de ses avions en adaptant son offre de manière à prendre en compte la demande et le contexte économique", a fait valoir Fabien Pelous, directeur général du groupe Air France au Canada. Après le retrait du super Jumbo (516 sièges), les deux vols quotidiens entre Paris et Montréal seront assurés par un Airbus 340-300 et un Boeing 777-300 avec une offre de 656 sièges dans 3 classes de service.

Le Quotidien du tourisme 12/06 «Les manuels des pilotes d'Air France ne seront plus traduits en français»

Air France, qui a fait de la sécurité une priorité absolue depuis l'accident du Rio-Paris, poursuit sa mutation en abandonnant ses manuels d'utilisation des avions en français, une exception dans le secteur, pour de nouveaux manuels en anglais. "Jusqu'à présent, Air France prenait les manuels d'Airbus et Boeing et les traduisait en français en y ajoutant des éléments en fonction de sa propre philosophie", explique Eric Schramm, commandant de bord et directeur général adjoint des opérations aériennes. "Cela va participer à la sécurité des vols car nous resterons strictement sur les pratiques des constructeurs. Et nous ne prenons pas le risque que leurs consignes soient mal traduites", commente Eric Schramm. Pour motiver les plus réticents aux changements, Air France a en outre développé un "Pilot Pad", l'iPad des pilotes d'Air France. Une application reprend la documentation des constructeurs permettant aux navigants d'ouvrir simultanément plusieurs pages sur le même écran.

Le Monde.fr 13/06 «Air France supprimerait "autour de 5 000 postes" d'ici à 2015»

Air France, qui doit donner la semaine prochaine une estimation précise de son sureffectif et des mesures pour y remédier, pourrait supprimer "aux alentours de cinq mille postes d'ici à 2015", a-t-on appris auprès du syndicat CFE-CGC, mercredi 13 juin. Ces déclarations confirmeraient les informations publiées dans "Le Figaro" daté du 21 mai. La direction de la compagnie n'a pas souhaité faire de commentaire à ce stade. Un comité central d'entreprise sur l'emploi est prévu le 21 juin. Si les chiffres diffusés se révèlent exacts, cela représenterait presque 10 % de l'effectif actuel de la compagnie, estimé à près de cinquante-trois mille personnes hors filiales.

La Tribune 15/06 «Air France à la recherche d'investisseurs pour sa filiale CityJet»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

Alors qu'Air France regroupe ses compagnies régionales françaises Regional, Britair et Airlinair, l'avenir de la compagnie régionale irlandaise CityJet (1 000 salariés environ), filiale à 100 % d'Air France reste très flou. Si une réflexion stratégique sur le positionnement de cette compagnie est en cours dans le groupe, la direction de CityJet a, selon les informations de "La Tribune", mandaté un organisme financier irlandais pour rechercher des investisseurs. Ceci pour une ouverture du capital de CityJet, voire une vente. "Toutes les options sont ouvertes, explique un porte-parole d'Air France. Tout autre commentaire serait prématuré". Selon certaines sources, l'idée première d'Air France serait de faire entrer des investisseurs dans CityJet pour lui permettre d'assurer son développement de manière autonome par rapport à Air France. Un peu à la manière du pôle régional français dans lequel Air France entend, à terme, ouvrir le capital pour assurer le développement. Dans ce schéma, CityJet continuerait d'avoir une activité pour le compte d'Air France (affrètements) et se développerait en propre sous sa propre marque au Royaume-Uni. Néanmoins, selon certaines sources, une vente totale de CityJet, n'est pas exclue si une opportunité se présentait. "Encore faut-il trouver des investisseurs", explique un observateur. "Au regard de la conjoncture, c'est compliqué". Pour autant, dans les deux cas, Air France devra restructurer l'entreprise au préalable, selon des experts. Malgré de gros efforts, CityJet perdrait encore de l'argent.

COMPAGNIES AERIENNES

Pros du tourisme 12/06 «XL Airways France inaugure Paris-San Francisco»

(Article signé Thierry Vigoureux)

Avec un Airbus A330-200 densifié permettant de pratiquer des tarifs 30 % inférieurs à ceux de la concurrence, XL Airways dessert San Francisco deux fois par semaine samedi et lundi jusqu'en septembre. Cette nouvelle ligne vers l'Ouest américain complète celle de Las Vegas créée en 2010. Mais cette dernière est ramenée à une seule fréquence le jeudi. En juin, les avions sont remplis en grande partie par la clientèle américaine, les vols étant commercialisés outre-Atlantique par APG. XL Airways dessert par ailleurs Paris-New York pendant la saison d'été, un vol quotidien en haute saison qui pourrait être prolongé cette année jusqu'en novembre pour le marathon.

La Tribune 13/06 «Aigle Azur défie Air France et Aeroflot sur la Russie»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

La compagnie française Aigle Azur, spécialisée sur la desserte de l'Afrique du Nord (plus particulièrement de l'Algérie) et qui se caractérise par le lancement de nouvelles lignes "particulières" (Tripoli est à l'étude, Bagdad a été annulé de peu), se lance maintenant vers ...la Russie. Selon des sources internes, la compagnie qui a obtenu il y a quelques mois des droits de trafic entre la France et la Russie, compte ouvrir fin juillet-début août les lignes Paris-Moscou et Nice-Moscou, assurées par le couple Air France-Aeroflot, tous deux membres de SkyTeam (sur Nice, seule Aeroflot est présente). Un partenariat avec la russe Transaero serait en négociations.

LOW COST

Les Echos 13/06 «Le fondateur d'easyJet lance FastJet, compagnie "low cost" africaine»

Le projet de compagnie aérienne à bas coûts africaine FastJet, soutenu par le fondateur d'easyJet, a pris forme mercredi autour des activités transport aérien du conglomérat Lonrho. Le groupe diversifié Lonrho, dont l'activité se concentre en Afrique, a annoncé qu'il allait apporter son activité de transport aérien Lonrho Aviation au fonds coté à Londres Rubicon Diversified Investments pour 85,7 millions de dollars en actions. A l'issue de cette opération, Lonrho possèdera plus de 73 % du capital de Rubicon. Stelios Haji-Ioannou, le fondateur de la compagnie britannique à bas coûts easyJet, possèdera pour sa part 5 % de Rubicon et pourra y nommer deux administrateurs. Rubicon va développer une compagnie aérienne en Afrique en utilisant le réseau et les actifs existants de Lonrho Aviation, qui possède la compagnie africaine Fly540. Celle-ci exploite aujourd'hui des lignes régionales à partir du Kenya, de l'Angola, du Ghana et de la Tanzanie, avec une flotte d'avions à hélices européens ATR.

TRANSPORT AERIEN ET AEROPORTS

Les Echos 11/06 «Les aéroports contre le retour des liquides à bord des avions»

(Article signé Bruno Trévidic)

L'interdiction des liquides dans les bagages à main à bord des avions, qui a valu à plus d'un passager de se voir confisquer une bonne bouteille ou un flacon de parfum à l'embarquement, n'est pas prête d'être levée. Instaurée en 2006, face à la menace bien réelle d'attentats à l'explosif liquide, cette règle -qui limite à une petite pochette en plastique avec des contenants de 100 ml ou moins la quantité de liquide ou de crème admissible en cabine-doit théoriquement prendre fin en avril prochain. Mais l'abrogation de cette interdiction entrainerait de lourds contrôles et en conséquence le chaos dans les aéroports européens. Presque trois ans plus tard, les détecteurs capables de vérifier le contenu des liquides et autres aérosols ne sont toujours pas au rendez-vous dans les aéroports européens, unanimes à réclamer la prolongation de l'interdiction des liquides, Aéroports de Paris (ADP) en tête.

Les Echos 11/06 «L'opérateur de l'aéroport de Francfort se retire de l'Inde»

(Article signé Patrick de Jacquelot)

Déçu par le marché indien, l'opérateur de l'aéroport de Francfort va céder ses parts dans l'aéroport de New Delhi et fermer son bureau en Inde. "Nous sommes déçus parce que les opportunités prévues ne se sont pas matérialisées". C'est ainsi qu'Ansgar Sickert, patron de Fraport en Inde, explique la décision de l'opérateur allemand de se retirer du marché. Le groupe, qui gère 13 aéroports dans le monde, du Caire à Lima et de Riyad à Saint-Pétersbourg, va fermer d'ici à la fin du mois son bureau de New Delhi. Fraport avait pourtant de grands espoirs dans le développement du marché. Ces dernières années, "le gouvernement indien poussait les partenariats public-privé dans 35 aéroports de deuxième catégorie. Il y a eu un appel d'offres pour l'aéroport d'Amritsar, des discussions sur la création de nouveaux aéroports, mais finalement rien ne se passe", explique Ansgar Sickert. Fraport, qui "analyse en permanence sa structure de coûts", ne pouvait maintenir un bureau ici.

Les Echos 11/06 «L'Europe et le pétrole inquiètent les compagnies»

(Article signé Bruno Trévidic)

Réunis jusqu'à mardi à Pékin pour l'assemblée générale de l'Association internationale du transport aérien (Iata), les 240 représentants de compagnies aériennes internationales s'inquiètent énormément de la situation actuelle en Europe. L'Union Européenne est au cœur, tout comme le pétrole, des sujets qui fâchent ces professionnels rassemblés dans la capitale chinoise pour leur réunion annuelle. "La crise de la dette européenne n'est pas résolue et elle commence à affecter les économies asiatiques orientées sur l'exportation", a expliqué Tony Tyler, le directeur général de l'Iata, à la veille de la publication de nouvelles prévisions financières pour 2012, qui s'annoncent particulièrement mauvaises pour les compagnies européennes.

Les Echos 12/06 «L'Iata très pessimiste pour les compagnies européennes»

(Article signé Bruno Trévidic)

La baisse des cours du pétrole ne profitera pas aux compagnies européennes, dont les pertes cumulées devraient atteindre 1,1 milliard de dollars en 2012, alors que leurs collègues d'Asie et d'Amérique continueront de dégager de confortables bénéfices. Cette tendance a été dégagée des dernières prévisions de l'Association internationale du transport aérien (Iata), dévoilées hier matin à Pékin, en ouverture de son assemblée générale annuelle. Si la prévision globale reste inchangée, avec un bénéfice attendu du secteur de 3 milliards de dollars (contre 7,9 milliards en 2011), l'Iata a revu à la baisse ses prévisions de pertes pour la zone Europe, qui n'étaient que de 0,6 milliard en mars dernier, et divisé par deux sa prévision de croissance du trafic au départ des aéroports européens, à 2,3 %, contre 6,7 % en 2011. L'Europe serait ainsi, avec l'Afrique, la seule zone à replonger dans le rouge cette année, tandis que l'Asie-Pacifique s'achemine vers 2 milliards de bénéfices cumulés et l'Amérique du Nord vers 1,4 milliard.

Suivi d'un article "Taxe carbone : l'Oaci esquisse une solution de compromis" (Article signé Bruno Trévidic).

Les Echos 12/06 «Le Top 10 des compagnies aériennes les plus sûres dévoilé»

L'Agence de notation indépendante suisse Air Transport Rating Agency (ATRA) propose pour la deuxième année d'affilée son classement portant sur la sécurité des compagnies aériennes commerciales. Japan Airlines et Continental Airlines sont sorties de cette liste blanche. Voici le classement des dix compagnies aériennes les plus sûres selon l'ATRA, par ordre alphabétique : Air Canada, Air France-KLM, AMR Corporation (American Airlines et American Eagles), Delta Airlines, International Airlines Group (British Airways, Iberia), Lufthansa, Qantas, Southwest Airlines, United Airlines et US Airways. Air Canada et Qantas font leur entrée dans ce Top 10.

La Tribune 13/06 «Près de neuf voyageurs sur dix contre les mobiles dans les avions»

Au moment où plusieurs compagnies se mettent à équiper leurs appareils de systèmes permettant l'usage des téléphones mobiles à bord, tel que Virgin Atlantic en Grande-Bretagne, il semblerait que le souhait des passagers aille à contre-courant de cette tendance : 86 % des voyageurs y seraient en effet opposés, selon une étude réalisée par le comparateur de vols Skyscanner.fr. Les appels feraient plus particulièrement l'objet de la colère des voyageurs puisque seulement 6 % d'entre eux téléphoneraient si l'utilisation des téléphones portables venait à se démocratiser. Toujours selon Skyscanner.fr, 10 % des clients en profiteraient pour envoyer des mails, 35 % surferaient sur le net. En revanche, un voyageur sur deux utiliserait le réseau pour envoyer des SMS (48 %).

Tourmag.com 13/06 «Nice Côte-d'Azur : easyJet sur le point de ravir la place de numéro 1 à Air France»

(Article signé Michel Bovas)

Inaugurées fin avril 2012, les bases Air France et easyJet, associées à la relance de l'activité et à l'arrivée de nouvelles compagnies, ont stimulé le trafic de l'aéroport Nice- Côte-d'Azur en mai. Pour la compagnie nationale, le résultat est très favorable avec une hausse de trafic de 5,6 %, qui succède à plusieurs mois atones. Avec sa base, easyJet fait presque trafic égal avec Air France en terme de passagers transportés mais avec une croissance supérieure (+21,9 %). Un croisement des courbes de trafic à Nice n'est pas à exclure avant la fin de l'année. Air France pourrait perdre sa place de première compagnie sur le tarmac niçois au profit de la "low cost " britannique.

La Tribune 14/06 «L'alliance d'Air France SkyTeam s'ouvre aux "low cost"»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

SkyTeam, qui regroupe dix compagnies autour d'Air France-KLM et Delta, serait en train d'envisager de s'ouvrir aux compagnies "low cost". "Nous ne sommes pas hostiles aux compagnies à bas coûts. L'idée est d'étendre les partenariats bilatéraux que certains membres comme Air France entretiennent, avec des "low cost" à l'ensemble de l'alliance. Il faut organiser les conditions pour le faire sur le plan des systèmes informatiques", expliquait lundi à Pékin le vice-président International et alliances chez Air France-KLM, Dominique Patry, en aparté de l'assemblée générale de l'Iata. Air France a déjà signé plusieurs accords commerciaux avec des compagnies à bas coûts, comme Gol au Brésil, WestJet au Canada, et peut-être avec l'indienne Indigo Airlines avec qui des discussions sont en cours comme le PDG d'Air France-KLM Jean-Cyril Spinetta l'avait indiqué le 31 mai à l'assemblée générale. SkyTeam souhaiterait intégrer Gol et Indigo, pour prendre pied sur ces deux énormes marchés. Pour autant, les discussions pourraient être compliquées car Gol par exemple a plutôt intérêt à posséder des accords bilatéraux avec des compagnies appartenant à des alliances différentes.

Les Echos 15/06 «La Chine prévoit de construire 70 aéroports civils d'ici à 2020»

(Article signé Bruno Trévidic)

La croissance du transport aérien en Chine est impressionnante. Passé au cours de la dernière décennie de la 11^e à la 2^e place mondiale, avec un rythme de croissance annuelle de 17,6 %, il devrait encore plus que doubler de taille d'ici à 2020, pour atteindre 700 millions de passagers contre 290 millions en 2011, a indiqué le directeur de l'Aviation civile chinoise, en marge de l'assemblée générale de l'Iata qui s'est tenue cette semaine à Pékin. Pour accompagner cette croissance, la Chine prévoit de construire pas moins de 70 aéroports d'ici 2020, qui s'ajouteront aux 180 aéroports civils existants, dont 50 d'ici à 2015. Cet effort colossal nécessitera, au total, quelque 250 milliards de yuans d'investissements (30 milliards d'euros).

Pros du tourisme 15/06 «Passagers handicapés : Bruxelles dénonce le traitement des compagnies»

(Article signé Thierry Vigoureux)

La Commission européenne a dénoncé les brimades infligées par les compagnies aériennes aux personnes à mobilité réduite et leur a demandé de se montrer "plus attentives" à leurs besoins, à deux mois des jeux paralympiques à Londres. Les transporteurs à bas coûts mais aussi les compagnies classiques sont régulièrement condamnés par les tribunaux pour ne pas avoir respecté les lois nationales et les règlements européens.

AERONAUTIQUE

Les Echos 11/06 «Boeing entend défendre sa part de 50 % du marché des monocouloirs»

Boeing s'est engagé lundi à défendre face à Airbus sa part de 50 % des ventes mondiales d'avions monocouloirs, le plus important segment d'un marché aéronautique qui atteint 100 milliards de dollars (80 milliards d'euros) par an. Les deux principaux constructeurs aéronautiques du monde s'accusent mutuellement de casser les prix pour promouvoir les prochaines versions, plus économes en carburant, de leurs modèles monocouloirs vedettes. "Nous voulons maintenir notre part de marché à 50 % et nous ferons tout ce qu'il faudra pour gagner", a déclaré à la presse Jim Albaugh, directeur général des activités civiles de Boeing, en marge de l'assemblée générale annuelle de l'Iata à Pékin.

La Tribune 11/06 «EADS : Comment Tom Enders veut vite faire oublier Louis Gallois»

(Article signé Michel Cabirol)

Dans un courrier adressé aux salariés début juin, Tom Enders, le nouveau président exécutif du groupe aéronautique et de défense entend rapidement faire "évoluer la stratégie d'EADS, ses objectifs, sa réputation et sa rentabilité". Dans un style très différent de son prédécesseur. Il annoncera des décisions dès cet "automne".

Les Echos 12/06 «Tom Enders réaffirme son objectif de placer le siège d'EADS à Toulouse»

Tom Enders, le président exécutif d'EADS, a confirmé hier sa volonté d'installer son siège à Toulouse car "c'est son principal site". "Cela doit être le but à atteindre même si nous ne sommes pas capables de le faire complètement tout de suite [...] Une entreprise normale a un siège, pas deux ou trois, et je pense que Toulouse est un bon endroit pour installer le siège, tout simplement parce que c'est le plus important site d'EADS non seulement à cause d'Airbus mais aussi parce que 3 000 salariés de notre branche spatiale y travaillent", a ajouté le successeur de Louis Gallois, en marge d'une opération de sensibilisation de collégiens de quartiers difficiles aux métiers de l'aéronautique.

Les Echos 12/06 «A320 : l'avenir de la chaîne d'assemblage chinoise en question»

(Article signé Bruno Trévidic)

Cinq ans après la signature de l'accord historique sur la construction d'une chaîne d'assemblage d'A320 en Chine, l'heure est déjà à la renégociation pour Airbus. L'avionneur vient en effet d'entamer avec ses partenaires chinois, les discussions relatives au renouvellement -ou non- de l'accord de co-entreprise conclu en juin 2007, a annoncé ce mardi soir à Pékin, Laurence Barron, le patron d'Airbus en Chine, à l'occasion d'une rencontre avec la presse.

Les Echos 13/06 «Aéronautique : Zodiac crée une société commune avec le brésilien Embraer»

Zodiac a annoncé hier avoir signé le 30 mai un accord avec l'avionneur brésilien Embraer pour créer une société commune chargée de la fabrication d'éléments de cabine pour les jets Embraer 170/190. "L'unité de production commune sera implantée au Mexique", a précisé l'équipementier français. Ce dernier a par ailleurs indiqué qu'il maintenait son objectif de croissance annuelle à deux chiffres, après un troisième trimestre marqué par un bond de 27 % de ses revenus, à 908,3 millions d'euros. Cumulé sur 9 mois, le chiffre d'affaires atteint près de 2,5 milliards d'euros (+ 22,3 %). Zodiac a également confirmé son objectif de marge opérationnelle courante d'au moins 14 %, en dépit de l'impact négatif des activités non aéronautiques.

Les Echos 15/06 «Aerotrade va approvisionner les fournisseurs d'Airbus»

(Article signé Laurent Marcaillou)

Dix sous-traitants aéronautiques de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine ont créé une société commune d'achat de matières premières, la SAS Aerotrade, qui doit démarrer en septembre. Jusqu'à présent, Airbus achète lui-même les métaux (aluminium, titane, visserie) pour ses sous-traitants de pièces, à l'exception des gros fournisseurs d'aérostructures comme Latécoère, Daher-Socata ou Sogerma. L'avionneur a considérablement développé la sous-traitance ces dernières années et achète de plus en plus de matières premières pour ses fournisseurs. Il veut diminuer ses coûts de logistique en leur demandant de s'approvisionner eux-mêmes à partir du lancement du long-courrier A350. Pour que cela soit réalisable, Airbus et les services de l'Etat ont incité les sous-traitants à créer une plate-forme d'achat commune, qui revendra les matériaux à chaque adhérent sans faire de bénéfice.

CROISSANCE/CONJONCTURE/POLITIQUE ECONOMIQUE

Les Echos 13/06 «Emploi : une résistance surprise mais fragile» (Article signé Véronique le Billon)

Les créations de postes au premier trimestre ont été révisées en légère hausse par l'Insee hier, avec 18 300 emplois supplémentaires (+0,1 %), pour un total de 17,935 millions de salariés. L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) confirme une stabilisation depuis trois trimestres. Mais les inquiétudes portent sur les prochains mois.

Suivi d'un entretien avec Francis Kramarz, membre du groupe d'experts sur le Smic, directeur du Centre de recherche en économie et statistique (CREST) "Une augmentation de 1 % du SMIC détruirait de 15 000 à 25 000 postes" (Propos recueillis par Frédéric Schaeffer).

La Tribune 14/06 «Le gouvernement prévoit "d'ajuster" les prévisions de croissance»

Pour respecter sa promesse de réduction du déficit public, François Hollande espérait une progression du produit intérieur brut (PIB) de 0,5 % cette année, puis de 1,7 % en 2013. Or, plusieurs indicateurs ont signalé récemment une dégradation de l'économie. La Banque de France, qui anticipait initialement une stagnation de l'activité au deuxième trimestre, s'attend désormais une baisse de 0,1 %. C'est dans ce contexte que le ministre de l'économie, Pierre Moscovici, a indiqué jeudi que certains indicateurs, notamment celui de la Banque de France, avait "soulevé des questions" et que le gouvernement était "en train d'ajuster ça".

ETAT ET SECTEUR PUBLIC

Les Echos 12/06 «Pour la première fois, l'emploi dans la Fonction publique a nettement reculé en 2011»

(Article signé Vincent Collen)

Les 32 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat n'ont pas été compensées par des créations équivalentes à l'hôpital et dans les collectivités locales l'an dernier. Pour ces derniers, la progression des emplois a très nettement ralenti, selon des données publiées aujourd'hui.

Les Echos 14/06 «Les dirigeants des entreprises publiques gagneront au maximum 450 000 euros par an»

(Article signé Véronique le Billon)

Les salaires seront plafonnés à 450 000 euros annuels pour les mandataires sociaux d'une cinquantaine d'entreprises publiques et d'une vingtaine de filiales. Un peu plus de 20 personnes sont concernées. Mais certains dirigeants payés en dessous de ce plafond verront aussi leur salaire baisser.

POLITIQUE SOCIALE/SOCIAL/SYNDICATS

Les Echos 12/06 «La CGC plonge à son tour dans une guerre interne» (Article signé Derek Perrotte)

A moins d'un an de son congrès, en avril 2013, la tension monte au sein de la CGC. Fin mai, le président, Bernard Van Craeynest, a annoncé, lors du congrès du syndicat de l'aéronautique, qu'il briguerait un troisième mandat. Il a reçu le soutien de la fédération de la métallurgie, dont il est issu. Deux "affaires" ont ensuite été révélées la semaine dernière, juste avant un comité confédéral tendu vendredi. Jeudi, "Capital.fr" a souligné que le salaire de Bernard Van Craeynest lui est versé non pas par la CGC mais par son employeur, Snecma (groupe Safran), dont il est en disponibilité. Bernard Van Craeynest se défend en indiquant que "ce salaire est remboursé ensuite par la CGC" à Snecma, ce que le groupe Safran confirme aux "Echos". En interne, certains jugent que la CGC ne devrait pas prendre en charge ce salaire. Un comité confédéral exceptionnel doit évoquer la question à la fin du mois. D'autre part, "Le Parisien" a révélé vendredi dernier que des soupçons pesaient en interne sur Danièle Karniewicz, autre figure de la centrale, accusée de s'être fait doublement rembourser des frais professionnels, par la CGC et par la CNAV (assurance-vieillesse), qu'elle présidait jusqu'à fin 2011. En toile de fond de ces deux affaires, la centrale est divisée sur la refonte de ses statuts, rendue juridiquement nécessaire par la réforme de la représentativité syndicale, et surtout, sur la réforme de sa gouvernance.

La Tribune 12/06 CGT, le débat sur la succession de Bernard Thibault reporté»

Les instances de la CGT ont décidé de reporter la difficile succession de Bernard Thibault à la tête de la centrale en mars 2013 à Toulouse. Une réunion préparatoire se tiendra le 19 juin pour déterminer un calendrier et une méthode. En tout état de cause, le dénouement n'interviendra pas avant septembre. La cinquantaine de membres de la Commission exécutive (direction), réunie au siège de la centrale à Montreuil en région parisienne, a "choisi de traiter prioritairement la préparation de la Conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains", a indiqué la centrale.

ECONOMIES INTERNATIONALES

Les Echos 12/06 «Les réformes des retraites se soldent par une baisse de 20 à 25 % des prestations»

(Article signé Massimo Prandi)

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indique que l'exigence de remettre de l'ordre dans les comptes des caisses de retraite s'est soldée par l'inversion dès les années 2000 de la tendance à partir à la retraite de plus en plus tôt et par une baisse sensible des prestations. L'âge moyen légal de départ à la retraite a cessé de reculer dès le début du troisième millénaire dans les 34 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En 2010, il était de 63,3 ans pour les hommes et 61,9 ans pour les femmes, contre respectivement 62,7 et 61,1 ans en 1999. "Sur le long terme, l'âge de départ à la retraite sera de 65 ans dans la moitié des pays de l'OCDE et de 67 ou 69 ans dans 14 pays", indiquent les "Perspectives de l'OCDE sur les pensions 2012" publiées pour la première fois hier.